

Séance publique du 16 novembre 2022

Le statut juridique des animaux en France :

Quelles évolutions ? Quelles répercussions sur l'élevage de rente ?

Sections impliquées : S3 et S4

14h30-14H45

Introduction par *Alain Boissy, Marie-Françoise Le Guyader*

La disparition progressive des animaux de trait par l'avènement de la mécanisation agricole a été compensée par une augmentation considérable des animaux de rente destinés à l'alimentation humaine dès les années 1950. Dans le même temps, la relation entre l'Humain et les animaux a considérablement évolué avec la révolution productiviste du siècle dernier et l'intérêt pour la protection des animaux amorcé dès le XIX^{ème} siècle, qui n'a cessé de s'accroître. Alors qu'avec l'avènement de l'élevage intensif les animaux de rente sont devenus des animaux-matières, les animaux de compagnie sont devenus des membres de la cellule familiale. Ce grand écart entre les diverses conditions animales, conjugué au développement au cours des dernières décennies des connaissances scientifiques sur la sensibilité et les capacités cognitives des animaux, a amené le législateur à s'intéresser au bien-être des animaux de rente, sous la pression notamment d'associations protectrices des animaux (introduction de l'article 515-14 dans le Code civil français en 2015). Depuis, pour répondre à une attente sociétale de protection des animaux de plus en plus pressante, de nombreux juristes universitaires s'interrogent sur une meilleure identification des animaux dans la loi française.

14h45 -15h15

De la légitimité de l'élevage des animaux au droit par *Michel Rieu*

Intervention de 20 minutes suivie de 10 minutes d'échanges

Poser la question de la légitimité de l'élevage, c'est en premier lieu s'interroger sur la légitimité de l'usage auquel les animaux élevés sont destinés : nutrition humaine, thérapie humaine, expérimentation médicale...

A l'Académie d'Agriculture, l'élevage est considéré comme une activité agricole essentielle pour fournir des produits animaux divers, avant tout alimentaires, mais aussi pour contribuer à la gestion de l'environnement (changement climatique, biodiversité, mise en valeur...) et aux activités sociales. Partant, la diversité géographique et sociologique des contextes peut-elle conduire à des réponses nuancées ?

15h15-15h45

Quel traitement juridique des animaux-de l'animal ? par *Carole Hernandez-Zakine*

Intervention de 20 minutes suivie de 10 minutes d'échanges

Suivant les évolutions historiques des débats sociétaux sur la protection des animaux, le droit les concernant s'est construit par diverses voies législative, réglementaire et jurisprudentielle. Cette construction du droit, dépendante du droit des biens, a abouti à un traitement juridique différencié en fonction de l'utilité des animaux pour l'Humain. Différentes voies d'amélioration sont possibles.

15h45- 16h15

Le statut des animaux domestiques dans le code civil : scénarios d'évolution possibles et influence sur l'élevage de rente par *Gérard Maisse*

Intervention de 20 minutes suivie de 10 minutes d'échanges

Huit scénarios peuvent être envisagés aujourd'hui à partir des réflexions sur le statut juridique des animaux dans le Code civil français. Ces scénarios peuvent être regroupés en quatre catégories : 1) le statu quo, 2) aller vers une meilleure identification des animaux objets de droit, 3) faire des animaux des sujets de droit, et 4) rechercher d'autres voies. Les possibles répercussions sur l'élevage de rente sont explorées pour chacun de ces scénarios afin d'identifier le ou les scénarios à privilégier pour concilier les pratiques d'élevage avec l'évolution des attentes sociétales.

16h15-16H40 Discussion générale

16h40-17h Conclusions et perspectives *par Bertrand Hervieu*